Mythes, faits et réflexions sur
l'évolution économique de la Suisse

POURQUOI FAUT-IL DE LA CROISSANCE ?

Wir haben doch genug. Uns geht es gut. Und trotzdem wächst unsere Wirtschaft weiter. Dass sich in einer solchen Situation die Sinnfrage stellt, ist nicht erstaunlich. Wachstumskritik und Ideen für eine wachstumslose Gesellschaft finden in der Schweiz denn auch seit einiger Zeit grosse Beachtung. Doch die Debatte verfehlt den Kern der Sache.

Oft wird Wachstum als ein «immer Mehr» verstanden – eine zu simple Definition, die dem Phänomen nicht gerecht werden kann. Wirtschaftliches Wachstum, das bedeutet in erster Linie Wandel, Entwicklung, Fortschritt. Im Umkehrschluss heisst Nullwachstum: Erstarrung und Stillstand. Und weil die Welt um uns sich weiter dreht und unsere Bedürfnisse sich mit ihr verändern, wird aus diesem Stillstand bald ein Rückschritt.

Die vorliegende Publikation möchte einen konstruktiven Beitrag zur Debatte leisten und geht das umstrittene Thema von zwei Seiten an. Der erste Teil stellt die sieben meistgenannten Thesen der Wachstumskritik auf den Prüfstand. Teil zwei hingegen verbildlicht den Wachstumsbegriff anhand von sieben überraschenden Beispielen. Er zeigt auf, wo und wie die Schweiz wächst, welche Möglichkeiten diese Entwicklung den Menschen eröffnet und wie von gesundem Wachstum auch die Umwelt profitieren kann. Die zugehörigen Reportagen, Bildstrecken und Hintergrundinformationen finden Sie im Internet unter: www.warum-wachsen.ch

Rudolf Minsch
Chefökonom economiesuisse

Les sept mythes de la croissance zéro

« La croissance oblige à consommer toujours davantage »

•

« L'action politique peut facilement empêcher la croissance »

•

« La croissance économique nuit à l'environnement »

•

« Il est impossible de maintenir une croissance exponentielle à long terme »

•

« La croissance peut être induite par des subventions ou des investissements publics »

•

« Les inégalités et la pauvreté des pays en développement sont des conséquences de la croissance dans les pays industrialisés »

•

« Le protectionnisme protège la prospérité »

Introduction

La croissance économique est un thème qui cristallise les passions. Dans de nombreux pays européens, les politiciens s'emploient à trouver des solutions pour relancer une économie minée par la crise. La croissance est considérée comme nécessaire et souhaitable. En son absence, la sanction des électeurs tombe. Il en va tout autrement en Suisse, où l'expansion économique prête le flanc à une critique toujours plus virulente depuis quelques années. Des manifestations négatives comme la pollution, le stress ou la surcharge des infrastructures sont perçues comme des conséquences directes de la croissance, et leur acceptation tend à diminuer. On estime en Suisse que l'amélioration du bien-être matériel ne constitue plus une priorité et que la politique économique devrait être axée sur d'autres valeurs. La critique n'est pas nouvelle. À intervalles réguliers, souvent après des phases de haute conjoncture, on met en garde contre les limites de la croissance. Dans le sillage de la crise pétrolière des années 1970, le Club de Rome pointait déjà du doigt les limites de la croissance – ce qu'il continue de faire aujourd'hui ! En Suisse, l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse en février 2014 a montré que la croissance économique ne constituait plus une priorité pour de larges couches de la population.

Mais qu'est-ce que la croissance économique ? Les économistes considèrent qu'il s'agit de l'augmentation de la valeur de l'ensemble des biens (biens d'investissement) et des services (y compris ceux liés à la culture et à la formation) produits dans une économie au moyen du capital, de la main-d'œuvre, des technologies et des connaissances disponibles. La croissance n'exprime donc pas une multiplication quantitative, mais une augmentation de valeur. L'indicateur le plus utilisé pour en rendre compte est le produit intérieur brut (PIB)[1]. Le PIB ne trouve toutefois pas grâce auprès des détracteurs de la croissance, pour lesquels le bonheur et la prospérité subjective d'une société (structure sociale, culture, possibilités de loisirs, qualité de l'environnement) comptent bien davantage que des facteurs purement économiques comme la consommation ou l'offre de travail. Le PIB ne serait donc pas un indicateur pertinent.

Le produit intérieur brut ne constitue effectivement pas une unité de mesure optimale. Parmi les exemples fréquemment cités, il y a celui des accidents de la circulation qui stimulent le PIB tout en ne contribuant aucunement au bien-être économique de la société, ou encore le fait que la pollution environnementale n'ait aucune incidence négative sur le PIB à court terme malgré ses effets dommageables à long terme. Il n'en reste pas moins que le PIB demeure le meilleur indicateur de prospérité économique à notre disposition, et ce pour quatre bonnes raisons : premièrement, il peut être calculé sur une base totalement objective puisque les composantes subjectives, si importantes dans la détermination des indicateurs du bonheur, ne jouent ici aucun rôle. De ce fait, le PIB est difficile à manipuler et offre une protection efficace contre les tentatives d'embellir une situation où, au contraire, de noircir le tableau. Deuxièmement, le PIB permet d'effectuer

Figure 1 : Satisfaction dans la vie et PIB

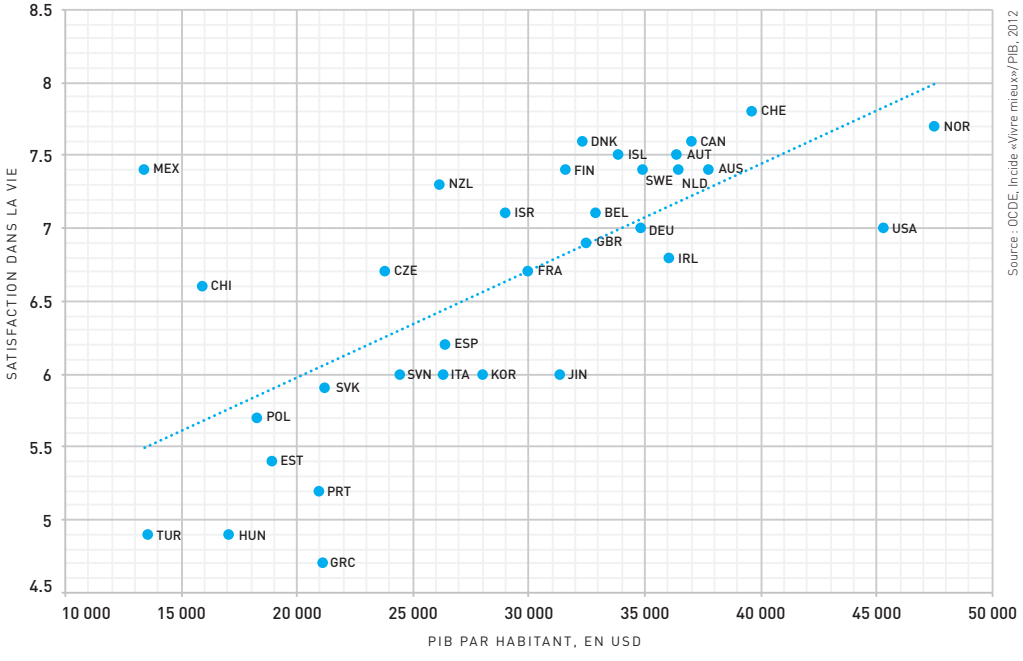
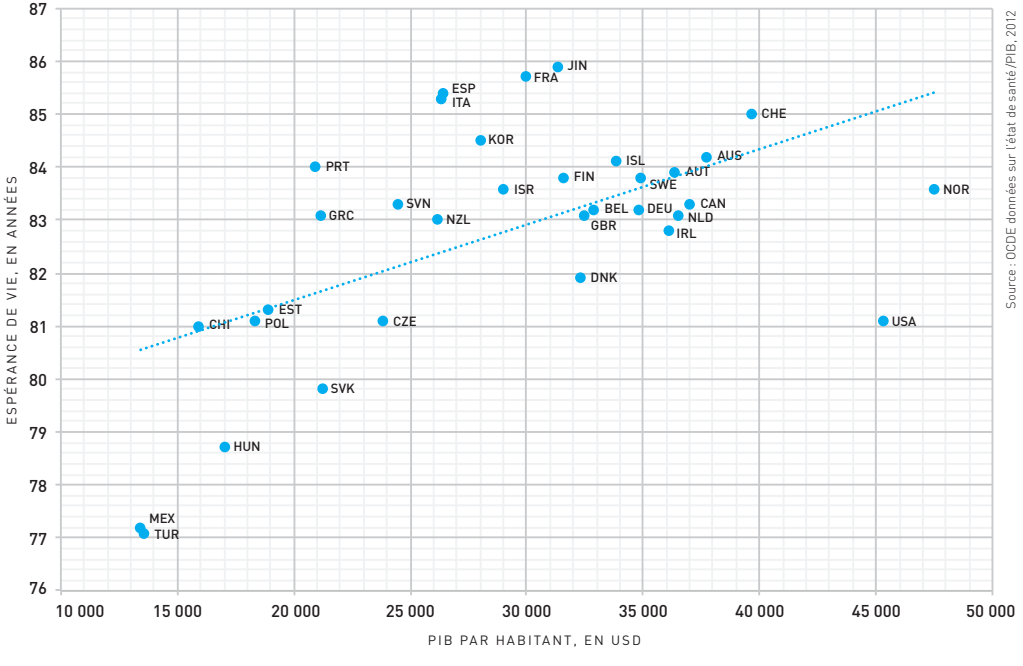


Figure 2 : Espérance de vie et PIB



des comparaisons internationales et historiques. Troisièmement, il est relativement facile à calculer : en cas de nécessité, il est même possible d'obtenir par approximation des valeurs étonnamment proches de la réalité (mesure de l'intensité lumineuse nocturne dans un pays donné, par exemple). Quatrièmement, le PIB est étroitement corrélé à la plupart des paramètres que ses détracteurs jugent déterminants pour l'amélioration de la mesure du bien-être économique. Les figures 1 et 2 sont très parlantes: le degré de satisfaction dans la vie en général, d'une part, et l'espérance de vie à la naissance dans un pays donné, d'autre part, progressent sensiblement avec l'augmentation du revenu par habitant. Les corrélations entre ces deux séries sont significatives. Les quelques aberrations statistiques relevées (satisfaction du Mexique malgré un PIB plutôt bas) ne changent rien à ce constat.
Il est donc tout à fait compréhensible que la politique économique voue une attention particulière à la croissance du PIB et les nombreux progrès enregistrés ces dernières années, voire ces dernières décennies, et reflétés dans le PIB confirment la justesse de cette approche. Quelques exemples illustrent ce lien :

- Les innovations techniques dans le domaine médical ont permis de vaincre des maladies autrefois incurables.
- La demande de denrées alimentaires produites localement dans le respect de normes écologiques ne cesse de croître bien que ce type de production nécessite des ressources plus importantes.
- Les services novateurs et les nouvelles technologies de communication permettent de concilier de plus en plus l'activité professionnelle et la vie familiale.

Compte tenu de ces développements positifs, quelles sont donc les critiques formulées à l'encontre de la croissance économique ? Premièrement, chaque innovation possède des avantages et des inconvénients : les nouvelles technologies de communication favorisent la délocalisation du lieu de travail, mais impliquent aussi une disponibilité permanente, génératrice de stress. Les mutations de la société et de l'économie comportent également leur lot d'incertitudes – notamment liées au maintien de l'emploi – et s'accompagnent bien souvent d'une perte de repères. De tels changements peuvent nourrir des peurs et susciter de vives critiques. Ils sont aussi étroitement liés à une croissance économique positive.
D'un autre côté, l'opposition à la croissance se nourrit souvent de profonds malentendus et de demi-vérités répandues à large échelle. Les sections suivantes sont consacrées à une analyse circonstanciée des sept mythes de la croissance zéro qui circulent sur le système économique suisse.

[1] Le PIB représente la somme des valeurs ajoutées de la consommation (privés et publics), des investissements (privés et publics) et des exportations, déduction faite des importations.

1

« La croissance oblige à consommer toujours davantage »

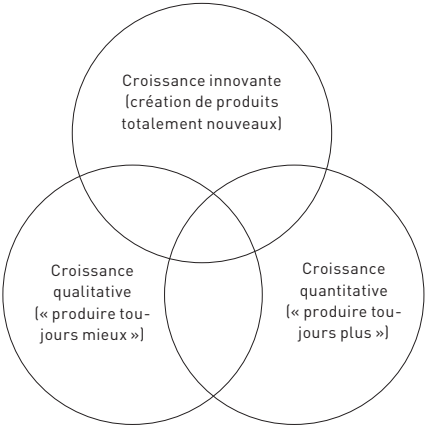
Les esprits critiques affirment que la croissance économique est une croissance de la consommation. Ils estiment que la consommation ne peut croître indéfiniment et qu'il arrivera un moment où chacun sera totalement rassasié. Un argument couramment invoqué est le fait que personne n'aura jamais besoin de deux réfrigérateurs ! Ayant déjà comblé tous leurs besoins de consommation (du moins dans les pays occidentaux), les citoyens se laisseraient séduire par les sirènes de l'industrie et accumuleraient des biens superflus au lieu de jouir d'une liberté accrue – expression d'un besoin authentique !

Un simple coup d'œil sur les statistiques suffit à démentir cette dernière affirmation. La durée normale du travail hebdomadaire en Suisse a diminué de 1,8 heure au cours des trente dernières années. On assiste par ailleurs à un allongement de la durée moyenne de formation, et un nombre considérable de travailleurs optent désormais pour une retraite anticipée ; à cela s'ajoutent de nouveaux modèles d'activité comme le travail à temps partiel ou la « pause créative ». La conclusion est sans appel : on travaille de moins en moins en Suisse à l'échelle d'une vie, et cette tendance se poursuivra, à conditions égales, au cours des années à venir.

Malgré le recul du temps de travail, la consommation privée augmente dans les économies en expansion, une évolution étonnante. Cette évolution ne signifie heureusement pas que nous nous dirigions vers une société de surconsommation ou que nous ayons déjà atteint un stade critique, et cela pour deux raisons : la consommation privée croît avant tout en termes de valeur, car c'est la qualité des produits consommés qui augmente et pas nécessairement le nombre d'unités produites. Le développement de l'agriculture biologique illustre ce phénomène : une pomme produite selon les normes biologiques reste une pomme, mais son prix et sa contribution au PIB sont supérieurs à ceux d'un fruit issu de méthodes de culture traditionnelles.

Deuxièmement, les besoins de consommation évoluent en permanence. Certains produits consommés disparaissent (la machine à écrire, par exemple), tandis que d'autres, nettement plus nombreux, émergent (le smartphone, par exemple). Les besoins latents des individus sont légion. Nos aspirations en matière d'amélioration, d'accroissement de l'efficacité et d'innovation modifient constamment la gamme des produits, et tant que l'on invente de nouveaux produits, les besoins exprimés par les consommateurs augmentent. Les nouveaux produits présentent une valeur ajoutée supérieure, ce qui accroît la consommation en termes de valeur. La figure 3 présente schématiquement les diverses formes de croissance de la consommation. Les éléments s'interpénètrent, ce qui témoigne de l'influence réciproque des trois types de croissance.

Figure 3 :
Les diverses formes de croisssance de la consommation



Croire que l'on peut nous inciter à consommer involontairement relève donc du mythe. Outre que cette attitude témoigne d'une conception assez réactionnaire de l'homme, elle omet le fait que la nature humaine se caractérise par des besoins latents potentiellement illimités, sans que cela relève de la cupidité ou de penchants similaires puisque les besoins des individus se déclinent également en termes d'équité et de protection de l'environnement, et peuvent exprimer l'envie d'acquérir de nouvelles connaissances, de développer des interactions sociales, d'améliorer sa propre existence, etc.

2

« L'action politique peut facilement empêcher la croissance »

L'une des thèses favorites des objecteurs de croissance est que les pays industrialisés doivent en finir avec la croissance, ce qui serait – à les entendre – avant tout une affaire de volonté ; les instances politiques auraient intérêt à changer radicalement leur manière de penser la croissance avant que la dure réalité ne les y contraigne. Un abandon de la croissance dicté par des circonstances extérieures aurait, semble-t-il, des conséquences bien plus funestes. Le catalogue des mesures préconisées est extrêmement varié et s'étend des réformes fiscales socio-écologiques à l'augmentation de l'imposition du capital, en passant par la réglementation générale de la consommation des matières premières, l'adoption de mesures de réduction du temps de travail et le freinage de la croissance démographique.

De telles propositions témoignent d'une conception extrêmement statique de la vie économique. La question centrale est de savoir quels sont les fruits de la croissance économique. Outre l'accumulation de capital (autrement dit, l'épargne), il convient de mentionner l'innovation, le progrès technique et l'inventivité, comme l'avait déjà remarqué Karl Marx. Ce sont là des produits de la pensée et de l'activité humaine et – de façon très marginale – des conséquences de l'action politique. L'essor économique est indissociablement lié à la volonté des populations d'améliorer et de simplifier leur existence. Il est possible que ce processus s'arrête un jour de lui-même, soit que la société se montre totalement satisfaite des acquis de la civilisation (un scénario peu probable eu égard au caractère illimité des besoins latents des humains), soit que le progrès technique ait atteint ses limites. Une telle situation ne poserait pas de difficulté sur le plan économique, mais ne sera assurément jamais le fruit d'une volonté politique.

Que faut-il attendre des mesures proposées ? La plupart des idées évoquées sont effectivement de nature à ralentir la croissance, en raison principalement du fait qu'elles créeraient des interférences et provoqueraient une mauvaise affectation des ressources au sein d'une économie. Il en résulterait notamment une diminution de la rentabilité des investissements et une détérioration sensible de la compétitivité. Dans la réalité, de telles perturbations s'accompagnent généralement d'effets secondaires indésirables comme une hausse du chômage ou d'importantes distorsions des prix. Les répercussions économiques négatives des mesures politiques préconisées sont souvent minimisées au motif qu'elles seront de toute manière moins dévastatrices que les conséquences ultérieures d'une croissance anarchique.

Quoi qu'il en soit, les mesures envisagées ne permettraient pas de museler durablement la croissance, car il faudrait pour cela restreindre la liberté d'action des citoyens par des pratiques dignes d'un État totalitaire. Il serait en revanche possible de diminuer fortement le potentiel de croissance, ce qui ne resterait d'ailleurs pas sans conséquences. Les dégâts économiques sous forme de baisse générale du niveau de vie et du bien-être de la population seraient considérables. Et on est en droit de douter du fait que le bien-être de la population soit supérieur dans un État dictatorial que dans une démocratie.

3

« La croissance économique nuit à l'environnement »

Les effets néfastes de la croissance sur l'environnement constituent l'un des principaux arguments de ses détracteurs, à l'image du rapport publié en 1972 par le Club de Rome sur « les limites de la croissance ». Si les grands thèmes développés à l'époque concernaient avant tout la raréfaction des matières premières en général et du pétrole en particulier, les partisans de la décroissance mettent désormais l'accent sur l'exploitation excessive des ressources qui résulterait de l'expansion économique. Les émissions nocives seraient ainsi largement supérieures à la capacité d'absorption de la planète et une poursuite de l'essor économique entraînerait la destruction irrémédiable de l'écosystème. L'évolution en parallèle du PIB et de la consommation électrique est souvent citée à l'ap-

pui de cette thèse et l'on estime qu'il faudrait plusieurs planètes pour soutenir le mode de consommation actuel des pays industrialisés.

Le lien entre le développement économique et la consommation des ressources ne saurait être nié. Il est patent dans des pays émergents comme la Chine dont le niveau de pollution de l'air et de l'eau menace la santé des populations locales. Reste qu'une croissance nulle n'améliorerait pas la situation de l'environnement en Suisse – ni d'ailleurs dans les pays en développement et les pays émergents. On observe déjà une dissociation entre la croissance économique et la consommation d'énergie, due aux innovations technologiques et aux changements structurels de l'économie (passage à une économie de services) ; ce processus serait ralenti, voire inversé en l'absence de croissance. Les pays industrialisés en particulier ont enregistré une nette amélioration des indicateurs environnementaux au cours des dernières décennies. L'air est plus pur, la qualité de l'eau sensiblement meilleure et l'agriculture plus écologique, ce qui aurait été impossible sans une croissance économique soutenue. La protection de la nature est devenue un argument de vente décisif et le développement de technologies et de mécanismes respectueux de l'environnement draine des investissements considérables. Tous ces phénomènes stimulent la croissance et sont des processus caractéristiques d'une économie mûre.

Ce phénomène est connu sous le nom de courbe environnementale de Kuznets. La comparaison entre l'évolution économique et la consommation d'énergie (mesurée en térajoules) en Suisse depuis 1980 révèle un découplage de ces deux facteurs depuis le début des années 1990, lesquels affichent même depuis peu une corrélation négative (figure 4). S'agissant des rejets de CO_2 en Suisse, les émissions par habitant ont continuellement diminué depuis 1990 pour atteindre dès 2007 le niveau des années 1960 (moins de 6 tonnes par habitant).

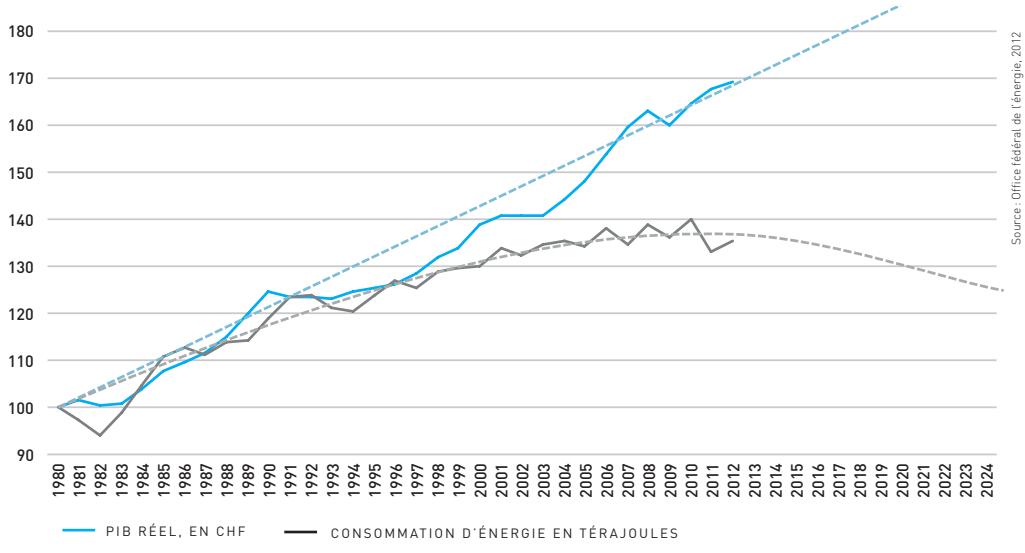
Cette évolution peut être illustrée par un exemple concret. La VW Golf est l'un des modèles les plus populaires de Suisse. La première Golf GTI commercialisée en 1976 avait une puissance de 110 ch et consommait plus de 8 litres aux 100 km. Deux fois plus puissante, la dernière-née de la gamme (version 7) lancée en 2014 consomme deux litres de moins que son aînée et dispose de nombreux éléments de confort et de sécurité auxquels personne ne voudrait renoncer aujourd'hui. À cela s'ajoute que ses émissions de CO_2 ont diminué de plus d'un quart. Cet exemple montre avec clarté qu'une fois les besoins fondamentaux satisfaits, d'autres besoins supérieurs (liés à des facteurs sociaux ou environnementaux, par exemple) peuvent l'être à leur tour. La croissance zéro freinerait ce processus – au détriment notamment de l'environnement.

Golf I 1976 GTI		Golf VII 2014 GTI
110 ch	*Puissance*	220 ch
9,0 s	*Accélération 0-100 km/h*	6,5 s
8,0 l/100 km	*Consommation*	6,0 l/100 km
187 g/km	*Émissions de CO_2*	139 g/km
32 192	*Prix en CHF*[2]	38 500

Source : Indications de auto-suisse, mars 2014

[2] Prix de 1976 corrigé de l'inflation

Figure 4 : Croissance économique et consommation d'énergie en Suisse



Source : Office fédéral de l'énergie, 2012

4

« Il est impossible de maintenir une croissance exponentielle à long terme »

Lorsqu'ils évoquent la croissance économique, les experts font référence à un taux de croissance constant au fil du temps (exprimé généralement en pour-cent). Il s'agit donc d'une progression exponentielle et non linéaire. La croissance en valeur absolue d'une économie dépend de son niveau actuel[3]. Ainsi, un pays qui affiche une croissance de 2 % aura besoin de 35 ans pour doubler son PIB. Ce taux correspond à la moyenne à long terme des pays industrialisés.

C'est précisément ce processus que les adversaires de la croissance jugent pernicieux : une croissance exponentielle ne serait jamais durable, accélérerait la dégradation de l'environnement et ne saurait être viable à long terme. Leur démonstration repose sur l'équation du nénuphar : des nénuphars dans un étang doublent chaque jour de superficie. Le jardinier s'extasie devant la beauté de ses nymphéacées qui occupent désormais la moitié du plan d'eau, la proportion idéale du point de vue esthétique. Or le lendemain déjà, les nénuphars couvrent la totalité de l'étang en raison de leur croissance exponentielle. L'équilibre est rompu et les fleurs meurent étouffées. On peut déduire de cette évolution qu'à un certain stade, un système économique totalement saturé s'effondrera du jour au lendemain.

Cette vision appliquée au développement économique contient toutefois une erreur d'appréciation fondamentale : s'il est vrai que la croissance exponentielle n'existe pour ainsi dire pas dans la nature, ou alors de manière éphémère comme le montre l'exemple du nénuphar, il est erroné d'étendre cet exemple au contexte économique. Car à long terme, le dynamisme de l'économie repose exclusivement sur la croissance des idées et le progrès technologique. L'économiste autrichien Joseph Schumpeter observait déjà au début du XXe siècle que les idées nouvelles reposent sur les idées actuelles, tout comme les innovations technologiques poussent sur le terreau de technologies existantes. Il tirait un parallèle avec le fait que les chercheurs, bricoleurs de génie et autres visionnaires innovaient en ajoutant une pierre à l'édifice construit par leurs prédécesseurs. En d'autres termes, plus le réservoir d'idées existantes est volumineux, plus la probabilité qu'émergent de nouvelles idées est grande. Une économie en expansion porte en elle les germes

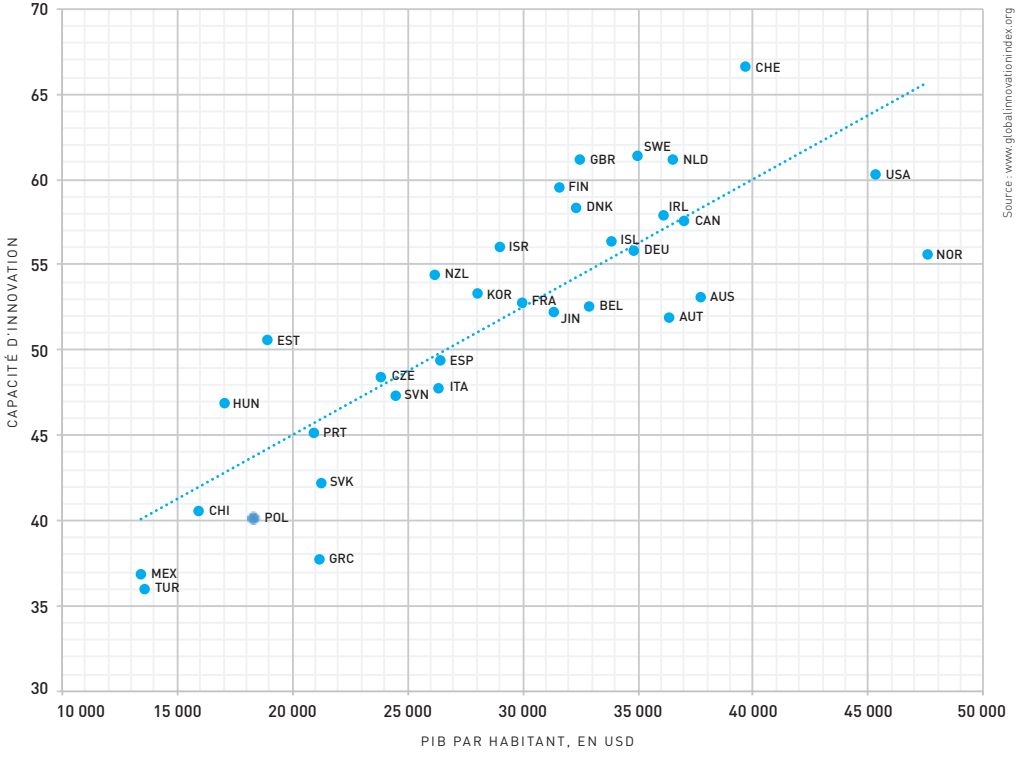
de sa croissance future (la surface de l'étang), et les bases de ce développement (connaissances, idées et technologies) sont illimitées.

L'évolution de la relation entre la capacité d'innovation et le PIB (figure 5) accrédite le lien entre la puissance économique et l'innovation. Plus une économie est puissante, plus elle est en principe innovante, car elle dispose d'un important pool d'idées et de technologies.

La croissance exponentielle est un aspect du développement économique qui s'oppose sans aucun doute à la perception humaine immédiate. Ne plus croître de manière exponentielle en économie, c'est renoncer à exploiter tout son potentiel et, par conséquent, régresser.

[3] Un exemple : En 2012, le PIB nominal par habitant de Suisse se montait à 79 596 USD. Une croissance de 2 % implique une hausse absolue de 1592 USD (en supposant que le cours de change soit constant). Le PIB par habitant de Chine était de seulement 6072 USD. Même une croissance de 10 % impliquerait une progression en chiffres absolus de 607 USD environ seulement. Source : OCDE

Figure 5 : Capacité d'innovation et PIB



5

« La croissance peut être induite par des subventions ou des investissements publics »

Les détracteurs de la croissance argumentent fréquemment que la croissance économique actuelle découle d'une orientation politique erronée. L'endettement et les subventionnements contribueraient à entretenir une croissance illusoire mettant en péril la durabilité des finances publiques et générant des dettes colossales qui devront être assumées par les générations futures. Les instances politiques devraient donc cesser de subventionner la croissance et miser davantage sur la redistribution.

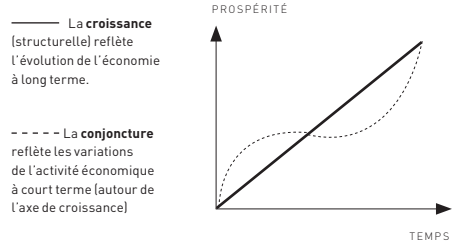
Sur ce point, les critiques sont certes justifiées d'un point de vue analytique, mais certaines hypothèses et conclusions sont problématiques, voire erronées. Certains pays – en particulier européens – ont effectivement tenté de soutenir la croissance (et plus spécifiquement la consommation) par des mesures d'endettement et des impulsions publiques excédant largement leurs possibilités. Cette stratégie d'expansion à crédit non durable est l'une des principales causes de la crise de l'endettement qui frappe la zone euro.

Le problème est dû à une erreur commise par de nombreux politiciens, mais aussi par les pourfendeurs de la croissance qui ne font pas la distinction entre les mouvements de l'économie à court terme (croissance conjoncturelle) et son évolution à long terme (croissance structurelle). La théorie de la conjoncture et celle de la croissance sont deux objets de recherche totalement distincts de la macroéconomie moderne qui ne devraient pas être amalgamés du point de vue de la politique économique. La croissance au sens étroit représente l'évolution à long terme d'un ensemble économique alors que la conjoncture fait référence aux évolutions économiques à court terme qui suivent la ligne de croissance à long terme.

De nombreux pays sont capables d'allumer un feu de paille conjoncturel pendant quelques années en jouant sur le déficit public. Ces interventions n'ont rien à voir avec la croissance à long terme. Elles relèvent de la politique conjoncturelle – et en particulier de la politique monétaire – qui a pour but de lutter contre les fluctuations cycliques indésirables (événements géopolitiques, chocs sur les prix, etc.) dans une optique à court terme. En revanche, la croissance à long terme est un phénomène structurel qui ne peut être encouragé par des interventions étatiques et qui résulte en fait de l'évolution technologique et de l'innovation au sein d'une société. La seule chose que peuvent faire les politiques pour influencer positivement ce processus est d'instaurer des conditions-cadre stimulantes (marché du travail libéral, capacités de planification, système de formation de qualité, économie de marché ouverte, fiscalité modérée). En conséquence, les pays membres de l'UE concernés devront s'accommoder pendant quelques années de taux de croissance inférieurs à la moyenne afin de compenser d'une certaine manière les exagérations des années précédentes.

Un renforcement des actions de redistribution de l'État serait également inapproprié, d'une part, parce que cela reviendrait à maintenir une politique de relance à crédit largement décriée – de nombreux pays européens se sont retrouvés en difficulté suite au développement massif de leur système de protection sociale ou par la faute de postes de dépenses improductifs d'une hauteur incontrôlée. Et, d'autre part, parce que de telles pratiques provoquent des frictions qui affectent l'économie nationale et la compétitivité des entreprises, ce qui a des conséquences négatives sur la prospérité et la capacité de croissance à long terme du pays.

Figure 6 :
La conjoncture et la croissance à long terme



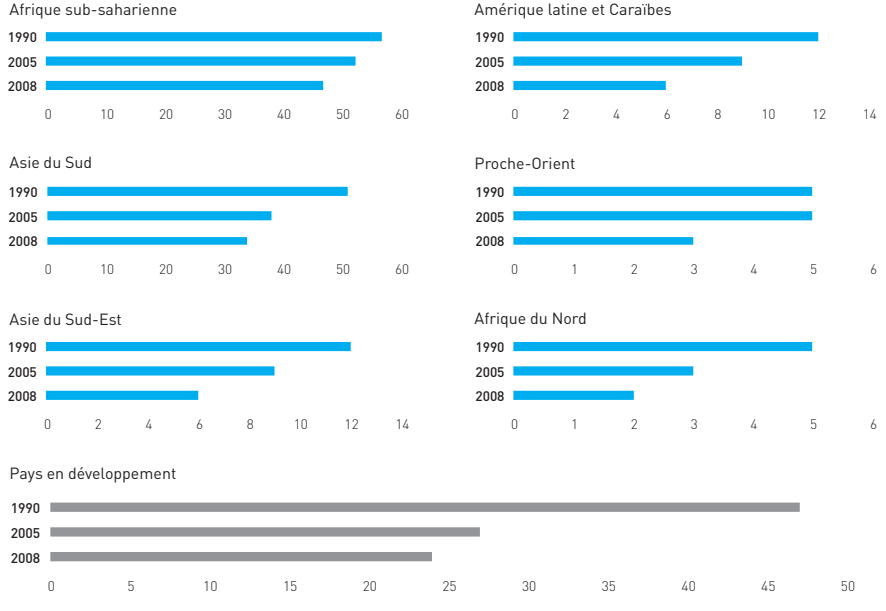
6

« Les inégalités et la pauvreté des pays en développement sont des conséquences de la croissance dans les pays industrialisés »

La pauvreté et le sous-développement de certains pays, en première ligne sur le continent africain, font partie des thèmes clés de la politique mondiale. Pour les scientifiques comme Dennis Meadows, un des détracteurs de la croissance les plus connus, la cause de cette situation est évidente : « La croissance actuelle maintient la pauvreté et creuse le fossé entre riches et pauvres ». Ces milieux en déduisent que la croissance économique des pays industrialisés repose sur l'exploitation des régions moins développées du globe, et en particulier de l'Afrique. Ainsi, la seule chance pour les pays en développement de sortir de la pauvreté serait que les pays occidentaux s'autolimitent et renoncent volontairement à la croissance, voire s'engagent sur la voie de la décroissance. Autrement dit, il incomberait à la politique de redistribuer équitablement les parts du gâteau.

Un regard sur le développement économique des différentes régions du globe révèle une stagnation économique des pays africains depuis un demi-siècle. Rien n'indique toutefois que cette situation soit liée au développement du monde occidental. Au contraire, de nombreuses régions d'Asie et d'Amérique du Sud ont prouvé qu'il était possible de s'extraire de la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie des populations locales – mais seulement si leur économie est intégrée à l'économie mondiale. La demande des pays industrialisés et les transferts de technologies, notamment, soutiennent le développement. En Afrique, certains indices donnent à penser que ce continent pourrait également trouver la voie de la prospérité économique. Les investissements et les échanges avec le reste du monde sont en hausse, ce qui a une incidence positive sur le revenu des populations. Cette impression est confirmée par l'évolution du taux de pauvreté mondial (part des personnes vivant dans un dénuement extrême) qui a été divisé par deux depuis 1990 selon

Figure 7 : Taux de pauvreté dans les pays en développement



Source : ONU, Rapport 2012 concernant les objectifs du millénaire pour le développement

la Banque mondiale (figure 7) et qui continue de diminuer régulièrement en dépit de la croissance démographique.
Il n'y a aucune raison d'imaginer que les régions pauvres bénéficieraient d'un recul de la croissance et de la prospérité dans les pays industrialisés. Le développement d'un pays dépend en premier lieu du cadre institutionnel mis en place. Sans conditions-cadre favorables, un transfert des pays industrialisés – aussi important soit-il – n'aura pas d'effet durable. L'expansion économique des pays en développement (également souhaitée par les détracteurs de la croissance) doit être induite par des facteurs endogènes, ce qui ne veut pas dire que les pays industrialisés ne doivent pas y contribuer. En complément de l'assistance déjà en place, une ouverture des marchés intérieurs (pour les produits agricoles, par exemple), un renforcement des échanges de savoir-faire et un accroissement des investissements contribueraient à soutenir ce processus, comme le prouve l'exemple de nombreux pays en voie d'industrialisation.

7

« Le protectionnisme protège la prospérité »

Les partisans de la croissance zéro tendent à vouloir maintenir le statu quo. Ils souhaitent en particulier figer la prospérité actuelle – surtout dans des pays aisés comme la Suisse. Les appels à l'adoption de mesures protectionnistes censées nous protéger d'une concurrence internationale stimulant la croissance ne sont pas rares. Les uns demandent la protection des entreprises suisses, les autres une stricte limitation de l'immigration.
Cela dit, aucune entreprise ne peut se soustraire durablement aux processus dynamiques d'une économie mondialisée et préserver malgré tout sa prospérité. D'autant moins, une économie ayant un marché aussi petit que celui de la Suisse. La société et l'économie évoluent constamment, indépendamment des interventions politiques. Certaines structures, des technologies et des processus disparaissent, tandis que d'autres émergent. Au cours du XIXe siècle, on est ainsi passé de la diligence au train dans le domaine des transports. Il y a trente ans, presque tous les fabricants de machines à écrire disparaissaient pour laisser la place aux fabricants d'ordinateurs. Difficile d'éviter de tels changements structurels. Un pays qui souhaiterait se fermer à de telles évolutions ne ferait que ralentir le processus de contraction du marché. Parallèlement, les branches qui connaissent pareils développements ne pourraient pas réellement saisir les opportunités qui se présentent à elles. Leur croissance est pourtant nécessaire pour compenser les pertes subies dans les secteurs économiques en perte de vitesse. Le protectionnisme entrave ce processus et aboutit non pas à une croissance zéro, mais à un recul de la prospérité. En effet, la prospérité ne peut pas être stockée. Seules des frontières ouvertes permettent de maintenir la compétitivité, en particulier dans un pays aussi petit que la Suisse.
Au cours des siècles passés, l'économie suisse n'a jamais fonctionné en autarcie et un tel mode est encore moins envisageable à notre époque. Cela vaut pour tous les domaines. Un exemple suffit pour s'en convaincre : le marché suisse du travail présente une pénurie structurelle de main-d'œuvre. Une immigration adaptée aux besoins est donc essentielle pour la compétitivité, mais aussi pour la capacité d'innovation du pays. Des entreprises compétitives à l'échelle internationale ont un besoin impératif de main-d'œuvre spécialisée et qualifiée. Or comme la génération du baby-boom arrive à l'âge de la retraite ces prochaines années – et que la relève est nettement moins nombreuse – la pénurie de main-d'œuvre s'aggravera encore sensiblement. Cela concerne également la prévoyance vieillesse : sans immigration, le résultat de répartition de l'AVS aurait été défavorable depuis 1992.
Les processus économiques ne sont jamais des jeux à somme nulle. L'ouverture contribue considérablement à la prospérité – surtout dans un pays comme la Suisse. Il suffit de se replonger dans un passé récent pour constater que la prospérité ne tombe pas du ciel. Personne n'aime y repenser : l'économie suisse a connu quelques déboires dans les années 1990, alors qu'elle avait réussi à se défaire de son titre de « parent pauvre de l'Europe » au prix d'efforts considérables pendant plusieurs décennies. L'ouverture internationale et économique dans de nombreux domaines, mais surtout la libéralisation de l'immigration, ont beaucoup contribué à nous sortir de l'ornière.

Conclusion : la croissance zéro est une utopie régressive

Outre ses nombreux aspects positifs, le développement économique et technologique éveille depuis toujours chez l'homme des inquiétudes et des peurs irrationnelles. L'apparition du chemin de fer a ainsi suscité des appréhensions quant à la capacité du corps humain à résister à la vitesse. Plus tard, l'avènement de l'automobile a fait redouter l'aliénation de la nature. Ce refus du progrès se manifeste aujourd'hui par les craintes que la mondialisation et la migration n'entraînent une perte de l'identité culturelle propre. Et pour de nombreux travailleurs de bureau, le courriel représente davantage une malédiction qu'un bienfait. Dans un tel contexte, il ne faut pas s'étonner que les voix appelant à un durcissement de l'immigration trouvent un écho favorable en ces temps d'incertitude économique.

On peut toutefois se demander s'il est possible, et le cas échéant souhaitable, de renoncer à la croissance économique. Après la dissipation des sept mythes les plus répandus sur la croissance zéro, force est de constater que ces deux interrogations appellent une réponse négative… et qu'il est par ailleurs impossible d'assujettir la croissance ! Le progrès économique n'est pas la conséquence directe d'une volonté politique ou sociale, mais le fruit des efforts déployés par l'intelligence humaine pour accéder à de nouvelles connaissances et améliorer ses conditions de vie. Une telle aspiration ne saurait être bridée dans une société qui se veut libre. Toute innovation n'est pas forcément bénéfique, mais les essais et les échecs font partie de tout développement technologique, économique et social. Aussi est-il important d'endiguer les effets plutôt négatifs du développement et de consolider ses effets positifs.

Aucun produit n'est éternel – et ce qui sonne comme une évidence pour un entrepreneur est aussi une réalité pour l'ensemble de l'économie. Il est impossible de figer le monde dans l'état où nous le connaissons aujourd'hui, car il poursuit son évolution, dans un devenir perpétuel. Toute société opposée à cette évidence ignorerait les opportunités offertes par le développement et l'innovation et se dirigerait irrémédiablement vers son déclin.

Bibliographie:

- Ax, Ch. et Hinterberger, F. (2013). Wachstumswahn. Munich : Ludwig
- Borner, S. et Bodmer, F. (2004). Wohlstand ohne Wachstum – Eine Schweizer Illusion. Zurich : Orell Füssli
- Gasche, U. P. et Guggenbühl, H. (2010). Schluss mit dem Wachstumswahn. Glaris/Coire : Rüegger
- Meadows, D., Meadows, D. et Randers, J. (2012). Grenzen des Wachstums – Das 30-Jahre-Update (4e éd.). Stuttgart : Hirzel
- Wirtschaftskammer Österreich (éd.). (2013). Wachstum und Wohlstand. Wirtschaftspolitische Blätter 3/2013, pp. 391-595

Sept exemples de croissance positive

UNE BLONDE DOUBLEMENT COURONNÉE

L'art du brassage selon Claudia Graf dynamise le Rheintal saint-gallois

01

La Suisse est un marché difficile pour les brasseries régionales. La consommation de bière recule toujours plus et le marché est dominé par des groupes internationaux. La brasserie Sonnenbräu, une entreprise familiale d'une bourgade idyllique du Rheintal saint-gallois, est l'exception qui confirme la règle : elle s'affirme et grandit même. Son secret, ce sont des produits innovants et le choix de privilégier les matières premières de la région. L'orge de brasserie qui donne le malt, l'« âme de la bière », en fait partie. Pas moins de trois bières arborent le label Culinarium de Suisse orientale : sa couronne jaune récompense des produits de qualité et la préservation d'emplois. Claudia Graf, la directrice, représente la cinquième génération aux commandes de l'entreprise.

Le reportage complet est accessible sous www.croissance-pourquoi.ch/01

LE LIGNON : ENTRE AUDACE ET PRAGMATISME

02

Ou comment la densification d'un quartier fait émerger un espace vert généreux

Les dimensions sont uniques : le chantier du plus long immeuble d'Europe a commencé en 1962 sur un terrain de 280 000 m² dans la commune de Vernier. Le Lignon, c'est une petite ville sur les berges du Rhône qui accueille 7500 habitants. Ce projet est la réponse audacieuse de la région genevoise à la crise du logement qui a accompagné l'expansion industrielle de ces années-là. Au premier regard, le corps du bâtiment paraît massif. Cependant, à y regarder de plus près, la densification a été bien pensée : on ne se sent pas à l'étroit dans ce quartier jalonné de places et d'espaces verts d'une taille surprenante. Et les infrastructures y sont nombreuses : un jardin d'enfant, une grande école, un centre commercial, des clubs sportifs, des cabinets médicaux et même une poste.

Le reportage complet est accessible sous www.croissance-pourquoi.ch/02

L'EXPANSION GRÂCE À LA MATHÉMATIQUE DES LANGES

Ou comment le tétraodon soutient l'évolution de la société

03

Quand le petit Hugo, trois ans, s'amuse avec son ami et la puéricultrice, il ne se doute pas de la logistique nécessaire au bon déroulement de sa journée. André Bürgi, de Bülach, en est conscient lui. En douze ans, il a donné naissance à une chaîne de crèches baptisées « Fugu », comme le tétraodon ou poisson-globe. L'entreprise compte désormais 100 postes à temps plein et 17 places d'apprentissage. Avec l'animation qui règne dans les crèches, on oublie facilement qu'un tel succès n'est possible que si on organise chaque détail avec professionnalisme et que l'on calcule au centime près même pour l'achat des langes. D'après André Bürgi, le meilleur moyen de soutenir la création d'emplois et de nouveaux modèles familiaux est de faire prospérer son entreprise et d'investir.

Le reportage complet est accessible sous www.croissance-pourquoi.ch/03

RENCONTRE ENTRE NATURE ET HAUTE TECHNOLOGIE

Ou comment une plante tombée dans l'oubli s'invite dans le sport

04

La croissance économique, c'est le changement perpétuel. Il n'y a qu'à voir les reconversions de bâtiments industriels. Des start-up s'y installent pour donner vie à de nouvelles idées, comme la société Bcomp dans l'ancienne brasserie Cardinal à Fribourg. Depuis 2011, Cyrille Boinay, Christian Fischer et Julien Rion développent et produisent des composites à fibres naturelles pour renforcer des planches de surf et de skate, des skis et des crosses de hockey, des carrosseries et des meubles. La principale matière première utilisée pour leurs innovations, c'est le lin, avec les fibres duquel ils produisent des structures très légères et résistantes. La technique est déjà à l'origine d'une petite renaissance de cette plante : dans l'Emmental, le lin est à nouveau cultivé pour la société Bcomp.

Le reportage complet est accessible sous www.croissance-pourquoi.ch/04

LE VÉLO, UNE AFFAIRE QUI ROULE

05

PRO VELO réussit à (re)mettre les Suisses en selle

La mobilité des Suisses ne cesse d'augmenter; d'ailleurs le développement des infrastructures de transport devient un sujet de préoccupation constant. Dans ce contexte, l'association PRO VELO à Berne montre qu'il est possible de faire beaucoup en combinant plusieurs modes de transport et en les utilisant de manière plus ciblée. Elle multiplie les actions et convertit de plus en plus de monde à la petite reine. Son projet phare s'appelle « Au boulot à vélo ». Aujourd'hui, 1600 entreprises dans toute la Suisse encouragent leurs collaborateurs à se rendre au travail à vélo aussi souvent que possible pendant un mois. De plus, depuis 2009, les stations de vélos à louer ou en libre-service fleurissent dans les villes de Suisse. Pour les touristes, mais aussi, de plus en plus, pour les pendulaires.

Le reportage complet est accessible sous www.croissance-pourquoi.ch/05

TECHNIQUEMENT TOUJOURS UNE LONGUEUR D'AVANCE

Des détecteurs de rayons X conquièrent le monde depuis Baden

06

La radiographie fait désormais partie de notre quotidien, mais elle a révolutionné la médecine à une époque. Aujourd'hui, des appareils scientifiques permettent d'explorer la structure d'une molécule, par exemple. Leurs rayons sont beaucoup plus puissants que ceux des appareils utilisés par les dentistes et les mesurer plus complexe. À l'Institut Paul Scherrer de Villigen, Christian Brönnimann et son équipe ont développé un détecteur qui soit à la hauteur de la tâche. Puis, en 2006, ils ont fondé la société Dectris et conquis le marché mondial depuis Baden. L'entreprise compte désormais plus de 60 collaborateurs et fait tout pour garder une longueur d'avance, sur le plan technique, par rapport à la concurrence. C'est précisément le fondement de cette success-story argovienne.

Le reportage complet est accessible sous www.croissance-pourquoi.ch/06

L'HOMME AUX MULTIPLES TALENTS

07

Ou comment Jon Piguet a réinventé sa vie en Basse-Engadine

Se créer une existence dans un village de montagne en Basse-Engadine était un pari risqué. En particulier quand on ne travaille pas dans l'agriculture, ni dans le bâtiment ou l'hôtellerie. Jon Piguet et sa famille ont quand même osé faire ce pas – et vivent depuis 2001 aux abords du village de Sent en Basse-Engadine. Les progrès dans les technologies de la communication ont permis à Jon Piguet de s'établir comme Webpublisher dans un village entouré de prairies et dominé par des cimes abruptes. Il communique avec ses clients essentiellement par courriel, téléphone et Skype. La famille a aussi d'autres cordes à son arc. Un modèle de vie qui s'intègre bien dans une vallée où la croissance durable et l'ouverture aux idées nouvelles ne sont pas de vains mots.

Le reportage complet est accessible sous www.croissance-pourquoi.ch/07

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3001 Bern

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenbergh 168
B-1000 Bruxelles

www.economiesuisse.ch

economiesuisse

Cette publication paraît en français et en allemand.
Responsables de projet : Fabian Schnell, Oliver Steimann, economiesuisse
Rédaction: Marc Engelhard, Carmelo Laganà, Karin Mateu, Michel Tschudin, economiesuisse
Composition et production : AZ, Zurich
Photos : Balz Murer, Zurich
Correction : Alain Vannod, St-Gall
Impression : DAZ Druckerei Albisrieden AG, Zurich
Édition : août 2014, © economiesuisse